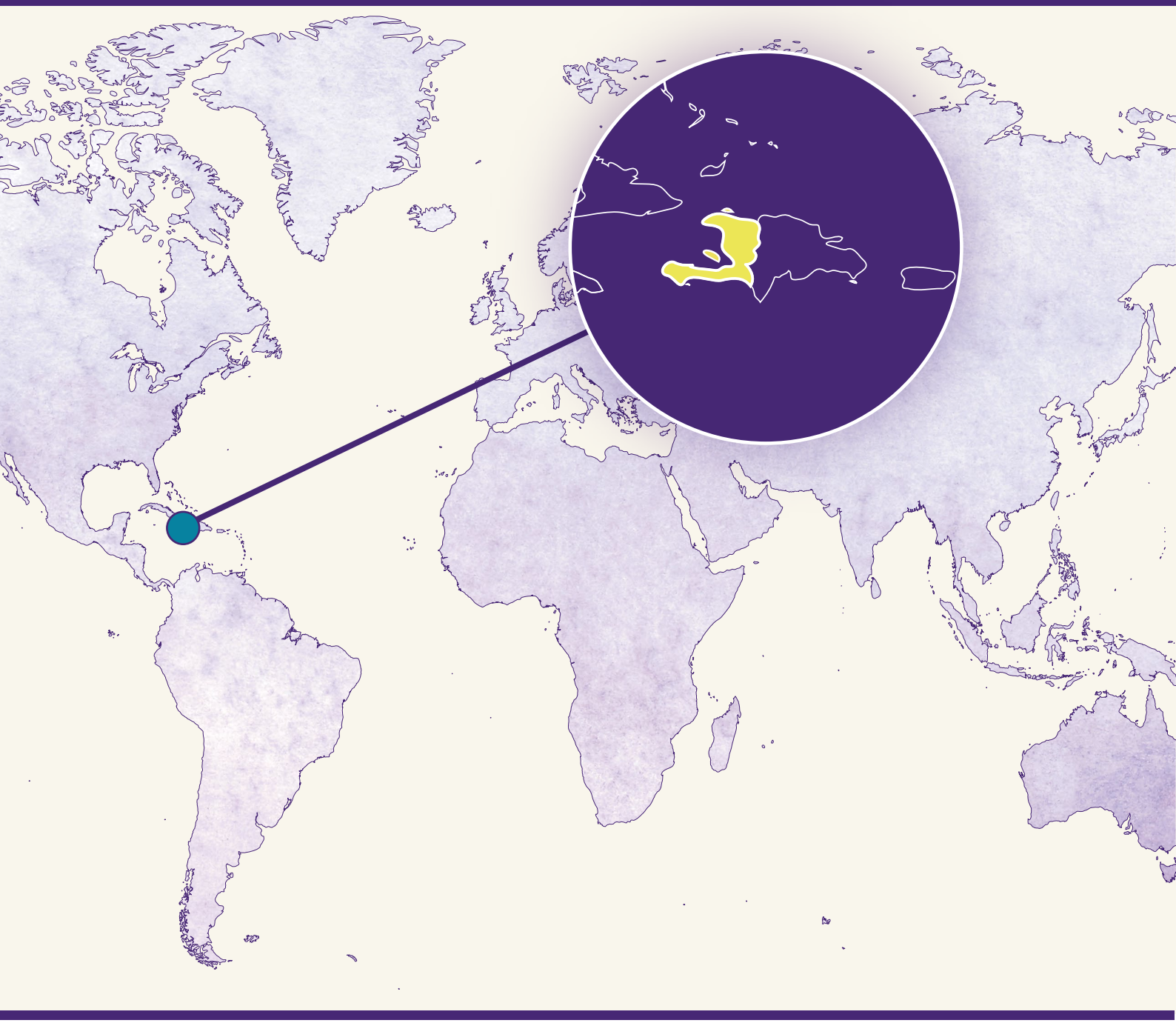
HAÏTI

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit

2025



SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

Insecurity Insight
Data on People in Danger

Haïti

INCIDENTS SIGNALÉS ET PRÉOCCUPATIONS LES PLUS FRÉQUENTES			
INCIDENTS SIGNALÉS	INCIDENTS AU COURS DESQUELS DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ONT ÉTÉ ATTAQUÉS	AGENTS DE SANTÉ TUÉS	AGENTS DE SANTÉ ENLEVÉS
2025			
23	13	5	15
2024			
42	25	3	4
2023			
42	16	1	33

Source: Insecurity Insight pour le SHCC

APERÇU

À partir des données recueillies par Insecurity Insight, la Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) a recensé 23 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé en Haïti en 2025, contre 42 incidents en 2024 et 2023.[1] Parmi les incidents signalés en 2025, 15 agents de santé ont été enlevés et cinq tués, tandis que des établissements de santé ont été attaqués à 13 reprises.

Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement plus importants, car les attaques contre les soins de santé n'ont peut-être pas été signalées dans certaines localités et les fermetures de services liées au conflit n'ont peut-être pas été prises en compte dans les données, tandis que les coupes budgétaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont encore réduit la présence des prestataires de soins de santé et le fonctionnement des établissements de santé.

Méthodologie et sources

Les informations sur les incidents de violence contre les soins de santé en Haïti sont compilées à partir de sources ouvertes, de projets d'information, de mécanismes de partage de données des agences d'aide et de sources privées. Les données sont mises à jour en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques. Pour les derniers chiffres disponibles, consultez la carte mondiale d'Insecurity Insight sur les attaques contre les soins de santé. Voir la section Méthodologie pour plus d'informations.

Haïti

CONTEXTE

La violence armée organisée impliquant des gangs tels que les 400 Mawozo, Base 5 Secondes, Ti Bwa, le gang Taliban et Vithelomme Innocent s'est poursuivie dans tout Haïti en 2025. Les groupes armés exerçaient un contrôle territorial sur 90 % de Port-au-Prince et des principaux axes de transport, tout en étendant leurs activités à d'autres régions, perturbant davantage les soins de santé essentiels et les services sociaux de base déjà rares. Les institutions politiques haïtiennes sont restées largement inopérantes. Cela fait une décennie que le pays n'a pas organisé d'élections nationales. Le pays est dépourvu de parlement opérationnel depuis 2019 et n'a plus de représentants élus au niveau national depuis le janvier 2023, date à laquelle les mandats des sénateurs restants ont expiré. En septembre 2025, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé la création de la Force de répression des gangs (GSF), une mission internationale de sécurité destinée à s'appuyer sur la précédente mission multinationale d'appui à la sécurité et à soutenir les efforts déployés en Haïti pour lutter contre la violence armée organisée.

Plus de 8 100 personnes auraient été tuées entre janvier et novembre 2025, ce qui reflète la persistance de niveaux élevés de violence armée organisée affectant les civils et les infrastructures. Les gangs armés ont maintenu leur contrôle sur les axes de transport, perturbant les moyens de subsistance, la circulation et l'accès humanitaire dans tout le pays. Les déplacements de population, les restrictions en matière de communications et la crainte de représailles de la part des gangs ont affecté l'environnement de reportage. Les coupures d'électricité, l'instabilité des réseaux de télécommunications et les attaques contre les stations de radio ont perturbé les communications et limité l'accès à l'information dont dépendent les communautés et les organisations humanitaires.

La situation humanitaire est restée grave, et plus de la moitié de la population haïtienne avait besoin d'aide humanitaire. Début 2025, 1,4 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays, soit environ un dixième de la population, les femmes et les filles représentant 55 % des personnes déplacées. Au total, 5,7 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population du pays – étaient également en situation d'insécurité alimentaire. Des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des ouragans, des inondations et des sécheresses, ont continué de toucher les communautés vulnérables. La fermeture prolongée du principal aéroport du pays a encore compliqué les efforts d'aide.

Les coupes budgétaires imposées à l'USAID ont entraîné la suspension de programmes de santé essentiels, tels que les services de prévention du VIH, et ont compromis des années de progrès dans les soins cliniques locaux, privant ainsi de nombreuses communautés d'un accès adéquat aux traitements courants et aux soins préventifs.

La violence sexuelle endémique perpétrée par les gangs a entraîné une augmentation du nombre de cas signalés d'infections sexuellement transmissibles. Des épidémies de choléra ont été signalées dans plusieurs départements, les risques étant accrus dans les sites d'accueil surpeuplés et les zones où l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires est limité.

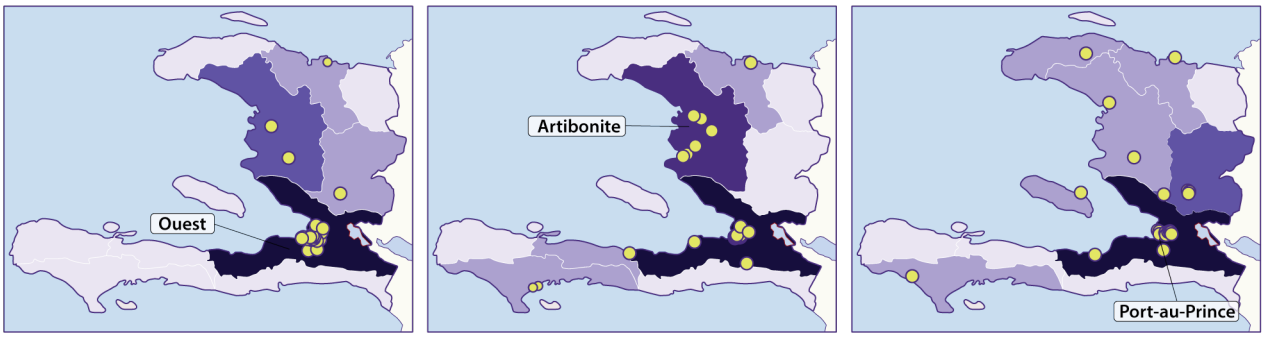
VIOLENCES CONTRE LES SOINS DE SANTÉ OU ENTRAVES À LEUR PRESTATION EN 2025

En 2025, les incidents signalés de violence à l'encontre des soins de santé ou d'entrave à ceux-ci attribués à des gangs armés organisés ont globalement diminué, mais ont augmenté à Port-au-Prince, reflétant une instabilité persistante et la concentration des cas dans le département de l'Ouest, comme cela avait été

observé les années précédentes. Les incidents ont diminué dans le département d'Arbonite, tandis que des incidents ont également été enregistrés dans le département du Nord-Ouest.

Lieux connus des incidents signalés affectant les soins de santé en Haïti, 2023-2025

Les incidents ont persisté à Port-au-Prince, reflétant l'instabilité persistante et la concentration des cas dans le département de l'Ouest, comme cela avait été observé les années précédentes.



Source: Insecurity Insight pour le SHCC

La plupart des incidents ont été attribués à des hommes armés non identifiés, ce qui reflète les difficultés d'attribution dues à la fragmentation et à l'évolution des réseaux de gangs. Des gangs bien établis, notamment les 400 Mawozo, Base 5 Secondes, Ti Bwa, le gang Taliban et Vithelomme Innocent, ont été impliqués dans certains cas.[2]

En 2025, les enlèvements de agents de santé ont connu une forte augmentation et les établissements de santé ont continué d'être attaqués. Des informations faisant état d'assassinats ciblés de agents de santé ont persisté, tandis que les patients hospitalisés étaient également pris pour cible. La majorité des cas concernait des prestataires de soins de santé travaillant pour les structures de santé nationales, six incidents touchant une ONG et deux une agence des Nations unies.[3]

Établissements de santé attaqués

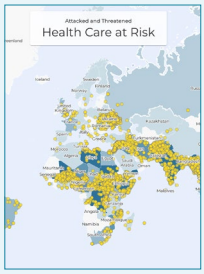
En 2025, des cliniques et des hôpitaux en Haïti ont été à plusieurs reprises attaqués, pillés, incendiés délibérément ou bloqués par des gangs armés, en particulier à Port-au-Prince et dans les communes environnantes. Des groupes armés ont ouvert le feu sur des établissements de santé et des convois humanitaires, érigé des barricades, vandalisé des infrastructures, volé du matériel médical et des ambulances, et, dans certains cas, contraint des hôpitaux à suspendre leurs services ou à évacuer leur personnel. Parmi les principaux établissements touchés figuraient l'hôpital Albert Schweitzer et l'hôpital universitaire de Mirebalais, tandis que certaines parties de l'hôpital universitaire d'État d'Haïti ont été incendiées. Des membres du personnel ont également été enlevés, et des tirs isolés ainsi que des affrontements à proximité ont mis davantage en danger les patients et le personnel.

Agents de santé tués et enlevés

Cinq agents de santé ont été tués lors de cinq incidents en 2025, contre trois lors de trois incidents en 2024 et un en 2023. Certains membres du personnel ont été tués lors de fusillades ciblées, souvent à bout portant, par des hommes armés alors qu'ils quittaient leur travail, rentraient chez eux ou conduisaient. Lors

de deux meurtres distincts de agents de santé dans la commune de Delmas, les victimes ont été tuées lors d'une tentative d'enlèvement.[4] Une médecin a été poignardée à plusieurs reprises et tuée par des individus non identifiés qui se sont introduits chez elle pendant la nuit.[5]

En 2025, 15 agents de santé ont été enlevés lors de quatre incidents, contre quatre en 2024 et 33 lors de 27 incidents en 2023. Des agents de santé ont été enlevés par des hommes armés dans ou aux abords des grands centres urbains de l'arrondissement de Port-au-Prince, dans le département de l'Ouest, où des gangs exercent un contrôle territorial. Deux enlèvements de masse ont été enregistrés, avec sept agents de santé enlevés lors d'un incident et six lors d'un autre.[6] Huit agents de santé kidnappés ont été libérés. Le sort de sept membres du personnel d'ONG internationales enlevés alors qu'ils tentaient d'éviter les embouteillages près de l'ambassade des États-Unis et kidnappés par un groupe armé affilié au gang de Vithelomme Innocent n'a pas été enregistré. Certains agents de santé kidnappés ont été maltraités afin de contraindre au paiement de rançons, notamment une médecin enlevée à son domicile par des individus armés qui l'ont torturée et brûlée avant de la libérer.[7]



Cette fiche d'information s'appuie sur les données HTI SHCC 2023-2025 relatives aux soins de santé. Téléchargez ces données ici ou sur le Humanitarian Data Exchange (HDX).

Insecurity Insight met à jour ses données en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques. Pour consulter les derniers chiffres disponibles, consultez la carte mondiale d'Insecurity Insight sur les attaques contre les établissements de santé.

L'IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

En 2025, le système de santé haïtien restait fragile, l'insécurité, le manque d'infrastructures et la pénurie de ressources limitant l'accès aux services de santé pour une grande partie de la population. L'insécurité a perturbé le fonctionnement des établissements de santé, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Le ministère de la Santé publique et de la Population a estimé qu'environ 40 % des établissements hospitaliers avaient fermé leurs portes à l'échelle nationale en raison de l'insécurité ou des pillages, tandis qu'entre 60 % et 80 % des établissements de santé de Port-au-Prince auraient été fermés ou hors service en raison de la violence, des pillages, des perturbations dans l'approvisionnement et du départ du personnel médical. L'Hôpital Universitaire d'État d'Haïti, le principal hôpital public du pays, est resté fermé, laissant l'Hôpital Universitaire de la Paix comme seul hôpital public de la capitale capable de prendre en charge un grand nombre de patients gravement blessés. Certains centres de santé s'adaptaient à cette situation difficile en décentralisant les services vers des antennes communautaires afin de maintenir la prise en charge des patients qui ne pouvaient pas se rendre dans la principale agglomération de la capitale en raison du risque de violence.

Les restrictions de circulation et l'insécurité ont également limité l'accès aux rares services restants. Les habitants des quartiers contrôlés par des groupes armés évitaient souvent de se rendre dans des établissements de santé situés en dehors de leur communauté par crainte de violences.

Haïti

L'accès limité aux soins de santé a affecté le traitement des maladies graves et la continuité des soins. L'accès aux services de santé maternelle est resté limité dans plusieurs zones, certaines femmes enceintes devant parcourir de longues distances pour atteindre les établissements. La concentration des services dans un petit nombre d'établissements opérationnels a accru la pression sur ceux-ci, en particulier les hôpitaux de traumatologie et les services d'urgence accueillant des patients blessés lors d'incidents violents. L'insécurité et les possibilités d'emploi limitées ont également contribué à l'exode des agents de santé, réduisant ainsi la disponibilité de personnel de santé qualifié dans plusieurs régions.

1 Le rapport annuel 2024 de la SHCC fait état de 39 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé en Haïti en 2024, contre 42 en 2023. Les données sont mises à jour en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques.

2 Insecurity Insight. Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC), rapport 2025, ensemble de données : données sur les soins de santé HTI SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 117515 ; 119268 ; 119269 ; 119270 ; 122306 ; 113131.

3 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé HTI SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 95380 ; 96379 ; 113131 ; 116637 ; 117515 ; 122301 ; 115821 ; 120415

4 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé HTI SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 96372 ; 120415.

5 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé HTI SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 100259.

6 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé HTI SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 113131 ; 115821.

7 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé HTI SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 88275.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit *(Safeguarding Health in Conflict – SHCC)* rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes. Référence suggérée : Coalition pour la protection de la santé dans les conflits (SHCC), 2026. Les soins de santé en danger : violences contre les soins de santé dans les conflits, mai 2026. https://shcc.pub/YearReview2025FR
www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com